

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

van

DINSDAG 24 MAART 2009

Namiddag

COMMISSION DE L'ECONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'EDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

du

MARDI 24 MARS 2009

Après-midi

De vergadering wordt geopend om 14.22 uur en voorgezeten door de heer Bart Laeremans.
La séance est ouverte à 14.22 heures et présidée par M. Bart Laeremans.

01 Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le "chantage" de GDF-SUEZ" (n° 11699)

01 Vraag van de heer Jean-Luc Crucke aan de minister van Klimaat en Energie over "de "chantage" van GDF-SUEZ" (nr. 11699)

01.01 Jean-Luc Crucke (MR): Monsieur le ministre, ma question date de plusieurs jours.

Elle faisait suite à la présentation des résultats 2008 du groupe français GDF-SUEZ, dont le CEO – M. Mestrallet, pour ne pas le nommer – est revenu sur la fameuse taxe belge de 250 millions d'euros. Il considérait qu'elle était disproportionnée par rapport aux activités du groupe en Belgique. En évoquant la taxe de 500 millions qui doit être perçue, il a dit: "Oubliez-la, c'est une monstruosité". Jean-François Cirelli, co-président du géant français, a parlé tout simplement de hold-up en ajoutant: "J'ai tendu la main au gouvernement belge. Il n'a pas tenu ses engagements". Il se référait à la "Pax Electrica".

M. Mestrallet a annoncé également le 5 mars qu'il comptait rencontrer le premier ministre Herman Van Rompuy pour, je cite: "tracer des lignes directrices pour l'avenir".

Monsieur le ministre, quelle opinion vous inspirent ces déclarations? Faut-il craindre que ce groupe quitte la Belgique, comme l'a annoncé le CEO. Une rencontre avec le premier ministre a-t-elle eu lieu? Si oui, y avez-vous assisté? Quel en a été le contenu? Des intentions plus louables ont-elles été exprimées?

Ensuite, je me souviens que vous m'aviez dit qu'une dotation servirait à alimenter un fonds destiné à investir dans l'énergie renouvelable. Peut-on déjà en évaluer le montant? Selon quels critères des projets pourraient-ils voir le jour grâce à ce fonds?

Enfin, et je comprendrais très bien que vous ne répondiez pas à cette dernière question, je me souviens qu'aucun recours n'avait encore été introduit par GDF-SUEZ contre cette fameuse taxe. Depuis lors, un recours a-t-il été déposé auprès du Conseil d'État?

01.02 Paul Magnette, ministre: Monsieur le président, monsieur Crucke, ceci n'est qu'un épisode d'une longue saga. Je suis assez serein à l'égard de ce genre de déclarations et du vocabulaire utilisé. Je ne ferai aucun commentaire à cet égard. Mon opinion est arrêtée et je n'en change pas.

Qu'une entreprise dise "si une autorité publique fait ci ou ça, je risque de diminuer mes activités" sont hélas des propos que l'on entend quotidiennement. Je pense que dans un secteur tel que celui de l'énergie, de

telles assertions sont peu crédibles étant donné sa forte "territorialisation".

Je rappellerai simplement qu'en décembre 2008, cette contribution obligatoire de 250 millions avait été inscrite dans la loi-programme, sous forme d'une imposition pure et simple, laquelle a été versée par les entreprises concernées, et notamment Electrabel.

À ma connaissance, aucun recours n'a été déposé à ce stade. Je pense que pour un recours devant le Conseil d'État, les délais sont épuisés. Pour un éventuel recours devant la Cour constitutionnelle, les délais sont beaucoup plus longs. Cela pourrait donc arriver un jour ou l'autre; si cela devait être le cas, il est bien entendu que l'État défendrait la loi que nous avons adoptée.

Pour ce qui est de 2009, le budget 2009 prévoit la prolongation de cette contribution et prévoit en outre un fonds public/privé destiné à des investissements dans le secteur de l'énergie. Dans ce cadre-là, il est possible de discuter, mais au sujet des orientations générales qui ont été arrêtées par le gouvernement, aucune discussion ne peut avoir lieu. Nous pouvons débattre des modalités, pas du principe.

À ma connaissance, aucune entrevue n'a été organisée entre M. Mestrallet et le premier ministre à ce jour. En revanche, j'ai pour ma part des rencontres régulières avec le premier ministre, d'un côté, et avec les représentants de GDF-SUEZ en Belgique, de l'autre. Les discussions avancent sereinement et en 2009, nous trouverons les formules, conventionnelles ou légales, nécessaires pour que le gouvernement atteigne les objectifs qu'il s'est fixés.

01.03 Jean-Luc Crucke (MR): Monsieur le président, comme d'habitude, je remercie le ministre pour sa réponse. Il a qualifié à sa manière les propos du CEO de Suez, qualification que je peux partager d'ailleurs.

Ceci dit, monsieur le ministre, je pense qu'il ne faut pas prendre à la légère ce genre de propos. On dit qu'il vaut mieux prévenir que guérir! On connaît le poids de cette entreprise sur le territoire belge. Nous avons donc tout intérêt à trouver un modus vivendi, ou en tout cas un dialogue, qui soit le plus raisonnable possible.

J'acte également qu'aucun recours n'a été introduit devant le Conseil d'État, alors que cela avait été annoncé. Il en ira peut-être différemment au niveau de la Cour constitutionnelle.

Je peux donc comprendre que vous soyez serein par rapport à la suite, qui est celle de 2009, à l'égard des 500 millions d'euros. Je suis un peu plus déçu quant à la réponse sur le fonds. J'aurais aimé avoir un peu plus d'informations sur la manière dont ce fonds pourra travailler et opérer sur le territoire. Je suppose que vous me réservez cela pour une prochaine question.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

02 Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les actions menées à l'encontre d'Electrabel pour la facturation des droits d'émissions de CO₂" (n° 11703)

02 Vraag van de heer Jean-Luc Crucke aan de minister van Klimaat en Energie over "de rechtsvorderingen tegen Electrabel voor de facturering van CO₂-uitstootrechten" (nr. 11703)

02.01 Jean-Luc Crucke (MR): Monsieur le président, monsieur le ministre, la SNCB a annoncé qu'elle entamait des poursuites judiciaires à l'encontre d'Electrabel, reprochant à cette dernière d'avoir indûment facturé des droits d'émission de CO₂ qui avaient été reçus gratuitement. Avez-vous été informé de cette action par la SNCB? D'autres sociétés ont-elles fait connaître une intention identique? Peut-on aujourd'hui préciser le montant encaissé par Electrabel dans la facturation de droits d'émission de CO₂ qu'elle a par ailleurs reçus gratuitement? Quelle est la position du ministre dans ce dossier?

Je parle de l'importance du montant car, à mon avis, en fonction de cela on pourra faire la balance pour savoir le montant que paiera finalement le consommateur qui risque, au bout de la chaîne, d'être celui qui sera lésé par cette facturation. Au niveau de l'économie, il s'agit évidemment de répertorier les coûts sur celui qui consomme, à savoir le citoyen lambda. Enfin, avez-vous évoqué ce dossier avec Electrabel par rapport à d'éventuels dommages, sachant que lorsqu'on perçoit gratuitement des droits d'émission de CO₂, je trouve un peu saugrenu de les refacturer après?

02.02 Paul Magnette, ministre: Monsieur le président, monsieur Crucke, c'est aussi une longue saga puisque la CREG avait émis l'hypothèse d'un 'windfall profit' lié au CO₂ dans une étude de mai 2008. Sur cette base, une concertation avait eu lieu entre les producteurs et les gros consommateurs industriels, lesquels pouvaient s'estimer lésés.

Entre-temps, j'ai appris, comme vous, que la SNCB avait intenté une action judiciaire. Je ne dispose pas d'informations quant à d'autres actions de ce type. Néanmoins, cela pourrait arriver.

Pour ma part, j'ai demandé à la CREG d'aller plus loin dans son analyse. En effet, il s'agit finalement d'un rapport d'estimations que la CREG qualifie elle-même de prudentes et dont elle reconnaît qu'elles sont hypothétiques. Je lui ai donc demandé d'aller plus loin.

Dès que j'ai reçu ces recommandations, j'ai chargé le comité de direction d'une double mission: d'une part, comme le demande le conseil général de la CREG (les partenaires sociaux, les ONG, les défenseurs des consommateurs), d'affiner ces estimations. En effet, des estimations, c'est bien, mais encore faudrait-il pouvoir disposer d'un chiffre sûr en faisant usage, notamment des nouvelles compétences en matière de monitoring des prix, octroyées à la CREG par la loi portant des dispositions diverses du 9 juin 2008. Cela permettrait de savoir si les calculs sur base de chiffres réels confirment les premières hypothèses de la CREG. D'autre part, de me faire une proposition détaillée d'un ou plusieurs mécanismes permettant de récupérer auprès des producteurs les 'windfall profits' s'ils étaient confirmés.

J'attends toujours que le comité de direction de la CREG me présente ses résultats. Dès que je serai en leur possession, je prendrai toutes les initiatives politiques, en ce compris législatives, si nécessaire, qui devraient apporter la meilleure réponse à ce problème.

En résumé, la balle est dans le camp de la CREG. C'est cette dernière qui a identifié le problème sans donner de précision suffisante pour apporter une réponse politique. Je lui demande donc d'approfondir son raisonnement.

02.03 Jean-Luc Crucke (MR): Monsieur le président, je remercie le ministre pour sa réponse.

Monsieur le ministre, votre réponse suscite inévitablement une question: quel est le délai donné à la CREG pour apporter des précisions? Il serait, en effet, nécessaire que cette analyse puisse être réalisée dans un délai raisonnable, pour ne pas dire dans le laps de temps le plus court possible.

Monsieur le ministre, vous avez parlé des 'windfall profits'. Existe-t-il encore un doute à ce sujet? On parle de bénéfiques "usurpés".

02.04 Paul Magnette, ministre: J'ai dit "éventuel" tout simplement pour ne pas relancer la polémique. Les producteurs estiment, eux, que cela n'a pas été le cas et qu'ils ont réattribué les quotas gratuits de CO₂ à leurs clients sur la base de tarifs qui en tenaient compte. Le débat se poursuit, notamment au sein du conseil général de la CREG et entre les consommateurs et les producteurs. Une réunion est prévue bientôt pour essayer de rapprocher les points de vue. Je tente de travailler en m'appuyant à la fois sur la concertation et sur les instruments de contrôle.

Il me semble peu douteux qu'un "windfall profit" ait eu lieu. Mais quant à sa hauteur et sa répartition entre les différents producteurs raccordés au réseau belge ayant réalisé ce gain, ce sont des questions qu'il reste à affiner.

02.05 Jean-Luc Crucke (MR): Le délai est-il connu?

02.06 Paul Magnette, ministre: Il est difficile de donner un délai contraignant à la CREG, parce qu'elle détient de tout nouveaux pouvoirs et que cette mission exige un travail considérable de collecte et d'analyse de données. Je lui ai donc donné une certaine marge.

02.07 Jean-Luc Crucke (MR): Je vous remercie.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

03 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Klimaat en Energie over "het Stookoliefonds" (nr. 11832)

03 Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le Fonds mazout" (n° 11832)

03.01 Peter Logghe (Vlaams Belang): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, een voorval dat zich enkele weken geleden voerde, bracht mij opnieuw bij het Stookoliefonds. Een familie die acht jaar geleden een woning kocht, inclusief een stookolietank, wordt nu geconfronteerd met de gevolgen van een lekkende tank en moet dus opdraaien voor de saneringskosten. De tank lekte en veroorzaakte schade bij de burens, onder anderen. OVAM kwam de grond saneren, met een aanzienlijk prijskaartje, namelijk 50.000 euro voor de sanering van de eigen grond en 25.000 euro voor de sanering van de grond van de burens.

De verzekeringsmakelaar die erbij werd geroepen, beloofde eerst dat de verzekeringsmaatschappij de schade wel zou vergoeden, maar uiteindelijk bleek dat niet het geval te zijn. Die waarborg is namelijk niet opgenomen in de klassieke brandwaarborgen.

OVAM bevestigde dat het de gemaakte saneringskosten zou kunnen terugvorderen op de klant, waarmee de dringende kwestie van het Stookoliefonds, in navolging van de BOFAS voor pompstations, opnieuw te berde komt.

Mijnheer de minister, mijn vragen aan u zijn de volgende.

Staat men al een stap verder in de oprichting van een stookoliefonds? Hebt u daar een zicht op?

Waar liggen de problemen? Volgens berichten van OVAM is er blijkbaar discussie tussen de verschillende overheden inzake de financiering van het Stookoliefonds.

Kan men er in eerste instantie voor zorgen dat de mensen die totaal geen schuld hebben aan een lekkende stookolietank, door een soort van algemeen fonds kunnen worden vergoed? Zodoende kan nadien nagegaan worden wie de aansprakelijke derden zijn.

Kunt u meedelen binnen welke termijn men eraan denkt om een stookoliefonds op te richten? Wanneer zou dat kunnen worden gefinaliseerd? Ik heb de indruk dat er toch wel een aantal gevallen zijn waar een oplossing zich opdringt.

03.02 Minister Paul Magnette: Mijnheer de voorzitter, het dossier over de oprichting van een saneringsfonds voor privégasolietanks is een dossier dat sinds 2000 op de onderhandelingstafel van de federale en gewestelijke overheden ligt.

Aanvankelijk werd gedacht om als het ware een kopie van het samenwerkingsakkoord BOFAS te maken. BOFAS is het samenwerkingsakkoord tussen de federale en de regionale overheden voor de bodemsanering van tankstations. Helaas was de oefening niet zo eenvoudig.

Dankzij de Lente van het Leefmilieu in het najaar van 2008 stond het bewuste dossier opnieuw op de werkgagenda van de betrokken federale en gewestelijke kabinetten en administraties. Ook de petroleumfederaties werden bij de werkvergaderingen betrokken. De krijtlijnen van een dergelijk samenwerkingsakkoord werden opnieuw gedefinieerd.

Momenteel dienen nog de laatste knopen, onder andere over de financiering van een dergelijk fonds, te worden doorgehakt.

In mijn hoedanigheid van federaal minister heb ik van de regering het mandaat gekregen om over bedoeld fonds verder te onderhandelen met als uitgangspunt dat alle betrokken partijen – dat wil zeggen de Gewesten en de petroleumsector – binnen hun mogelijkheden en bevoegdheden moeten deelnemen aan de financiering van een dergelijk fonds, waarbij, behalve aan het curatieve luik, ook aan het preventieve aspect van het fonds aandacht moet worden besteed, teneinde tot een duurzame oplossing te komen.

Van de petroleumsector heb ik ook vernomen dat er onderhandelingen aan de gang zijn met de verzekeringssector. Ik verwacht zo spoedig mogelijk enkele voorstellen over de manier waarop dergelijke risico's in een bestaande of nieuwe polis kunnen worden opgenomen.

Ik hoop dan ook dat de werkvergaderingen met de betrokken petroleumfederaties en met de Gewesten zo snel mogelijk kunnen worden hervat.

03.03 **Peter Logghe** (Vlaams Belang): Mijnheer de minister, ondanks uw volledig antwoord blijf ik op mijn honger zitten wat de juiste termijn voor een oplossing betreft. Ik hoor u zeggen dat de petroleumfederaties rond de tafel zitten met de verzekeringsmaatschappijen en dat u een aantal voorstellen vanuit die sectoren afwacht om tot een afsluitende vergadering te komen.

Ik hoop dat zulks nog voor het reces kan, maar ik vrees dat het voor het najaar zal zijn, of misschien zelfs voor volgend jaar. Kunt u er enige termijn opkleven?

03.04 Minister **Paul Magnette**: Wij hebben al negen jaar onderhandeld. Ik hoop dat wij snel tot een definitieve oplossing komen.

03.05 **Peter Logghe** (Vlaams Belang): Ik hoop het met u.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

04 **Question de M. Jean-Jacques Flahaux au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le développement de véhicules plus écologiques dans le parc automobile fédéral" (n° 12032)**

04 **Vraag van de heer Jean-Jacques Flahaux aan de minister van Klimaat en Energie over "de aanschaf van milieuvriendelijkere voertuigen voor het federaal wagenpark" (nr. 12032)**

04.01 **Jean-Jacques Flahaux** (MR): Monsieur le président, je ne pensais pas passer si vite mais il est vrai que nous entrons dans une période un peu difficile où certains parlementaires trouvent qu'ils sont d'abord candidats plutôt que parlementaires fédéraux. C'est ce qui me permet de passer plus rapidement. Comme l'intérêt pour les questions écologiques continue, je ne serai pas, comme disait M. le ministre, au balcon avec les dents blanches. Je continue les questions en matière d'écologie.

La Région wallonne a décidé de favoriser l'utilisation de véhicules et vélos électriques, par les villes et communes, en octroyant une subvention couvrant 75% du coût du véhicule ou vélo électrique, ceci à concurrence de 50.000 euros, afin de compenser le surcoût de ce type de véhicules. Je crois qu'il faut se réjouir de cette proposition du gouvernement wallon et j'espère que toutes les communes utiliseront cette possibilité.

Monsieur le ministre, quel est, d'ores et déjà, le nombre de véhicules électriques utilisés par les services fédéraux?

Quel pourcentage du parc automobile total cela représente-t-il?

Quel est le montant alloué ou prévu pour l'acquisition de ce type de véhicules en interne au fédéral?

Cela est-il dans les objectifs à court terme de votre ministère de favoriser cette évolution? Vous allez sans doute me dire que cela ne dépend pas uniquement de vous et que chaque SPF est compétent mais vous avez aussi une tâche transversale, et je trouve cela très bien.

Si oui, comment l'État compte-t-il aider financièrement ses services afin de leur permettre de se doter rapidement de véhicules plus écologiques?

Quelles mesures ont-elles été envisagées?

Au-delà de cette évolution souhaitable, une réflexion est-elle menée au sein des services fédéraux afin d'optimiser la politique de déplacements en vue d'en réduire l'importance tout en renforçant le service? Cela peut viser aussi la localisation des bâtiments fédéraux qu'il est utile de mettre le plus près des

transports en commun pour favoriser l'utilisation des transports publics plutôt que les transports privés.

04.02 Paul Magette, ministre: Monsieur le président, cher collègue, tout ministre fédéral et néanmoins candidat aux élections régionales que je suis, je reste à la disposition des parlementaires fédéraux, comme vous pouvez le constater et je le resterai jusqu'au 7 juin et au-delà.

Pour ce qui concerne le nombre de véhicules électriques, je ne peux vous répondre que pour les deux SPF et le SPP qui relèvent de mes compétences. Il n'y en a aucun. Il n'y a que des vélos qui ne sont pas électriques.

La transmission de l'état récapitulatif des achats et des acquisitions par leasing pour l'année 2008 pour l'ensemble des SPF et SPP, comme le prévoit la circulaire 307quater, est en cours. Je pourrai donc d'ici quelque temps vous donner des informations plus générales.

Il n'y a pas de montant spécifiquement prévu pour ce type de véhicule car l'État fédéral ne va pas se subsidier lui-même. L'État travaille avec des objectifs et des obligations définis dans des circulaires et des normes de produits.

La circulaire 307quater fixe des limites budgétaires maximales pour l'achat de véhicules et alloue un plafond plus élevé pour l'achat ou le leasing de véhicules dont la technologie du moteur contribue à baisser sensiblement l'émission de CO₂ ou la réduit à zéro. Les véhicules électriques sont donc concernés, mais dans le cadre d'une politique plus générale où l'ensemble des véhicules qui ont un pouvoir polluant inférieur sont favorisés. Cette circulaire impose, en outre, que 50% des nouvelles voitures possèdent un taux d'émission de CO₂ inférieur à 165 grammes pour les véhicules diesel et 160 pour les véhicules essence.

Par ailleurs, une circulaire spécifique détermine un objectif de remplacement progressif du parc automobile des secrétariats et organes stratégiques (les cabinets) à une norme de 130 grammes par kilomètre autorisé pour chaque membre, objectif à atteindre pour 2012.

Pour ce qui est d'optimiser la politique des déplacements en vue d'en réduire l'importance, chaque SPF ou SPP comptant plus de 200 personnes a l'obligation d'élaborer un plan de déplacement. La mise en œuvre de la gratuité des déplacements domicile-travail a permis d'augmenter considérablement la part du transport en commun dans cette branche.

Par ailleurs, la mise en œuvre des masses (la certification) permet à certains SPF et SPP de se fixer des objectifs plus précis et plus ambitieux qui portent notamment sur les trajets domicile-travail, mais également sur les missions à effectuer dans le cadre de leur travail.

04.03 Jean-Jacques Flahaux (MR): Monsieur le président, je remercie le ministre de sa réponse et de son humour. Je partage son opinion suivant laquelle les cabinets ministériels devraient montrer l'exemple. Je rêve même que tous les ministres soient dotés de véhicules ad hoc.

Monsieur le ministre, vous avez répondu à propos des normes inférieures à 130g, et c'est très bien. Dans le cas des voitures électriques, on est même très nettement en dessous. Or vous parlez des voitures propres, mais pas nécessairement électriques. C'est pourquoi une étape supplémentaire doit être franchie. Même si c'est plus cher à l'achat, cela reste un point important.

Quand tous les ministres et les membres de leur cabinet seront équipés de véhicules électriques, la population sera convaincue. Régulièrement, les journaux nous montrent le parc automobile des ministres. La politique souhaitée par le gouvernement, toutes tendances politiques confondues, consiste à vouloir montrer l'exemple, mais lorsque l'on voit dans quels véhicules roulent les ministres, cette position n'est pas toujours très crédible. Or charité bien ordonnée commence par soi-même! Je relayerai donc toute action positive que vous mènerez en ce domaine.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

05 Vraag van mevrouw Tinne Van der Straeten aan de minister van Klimaat en Energie over "de aangehouden strategische voorraden bij het CEPS" (nr. 12073)

05 Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les stocks stratégiques détenus par le CEPS" (n° 12073)

05.01 Tinne Van der Straeten (Ecolo-Groen!): Mijnheer de voorzitter, ik wil collega Flahaux bedanken voor zijn engagement de groene thema's te blijven opvolgen. Ik merk dat hij geen polar fleece aan heeft. Hij had wasadvies kunnen krijgen van de minister dat die truien krimpen in de was. Maar dat geheel ter zijde.

Mijnheer de minister, ik wil een vraag stellen over Apetra, het agentschap dat verantwoordelijk is voor het aanhouden en beheren van de strategische olievoorraden, een agentschap waar een en ander niet altijd naar behoren functioneert volgens het nogal kritische rapport van het Rekenhof dat daarover verschenen is.

In ons land ligt een groot stuk van het militair pijpleidingennetwerk van de NAVO, het CEPS. Het CEPS garandeert de NAVO-voorraad, maar is al lange tijd, sinds 1959, ook toegankelijk voor civiele doeleinden. Het CEPS verhuurt ook opslagcapaciteit. De militairen blijven volgens de website van de Belgian Pipeline Organisation, BPO, de belangrijkste huurders van opslagcapaciteit voor het aanleggen van operationele stocks en reservestocks.

Ik heb een aantal vragen in dat verband. Ten eerste, huurt Apetra opslagcapaciteit bij het CEPS? Als dat het geval is, hoeveel, en tegen welke kostprijs?

Ten tweede, wordt die capaciteit effectief benut? Hoeveel voorraden zijn er ondergebracht?

Ten derde, worden er ook voorraden aangehouden door Defensie? Als dat zo is, worden die voorraden dan meegeteld met het oog op de globale strategische voorraadplicht van België?

05.02 Minister Paul Magnette: Mevrouw Van der Straeten, in het afgelopen jaar is het Central European Pipeline System van een militair pijpleidingennetwerk geëvolueerd naar het belangrijkste pijpleidingennetwerk voor de bevoorrading van tal van grote, civiele luchthavens in West- en Centraal-Europa. De luchthavens van Zaventem, Schiphol en een aantal grote Duitse burgerluchthavens worden alleen via dat pijpleidingensysteem bevoorrad.

Net als andere agentschappen huurt Apetra opslagcapaciteit voor vliegtuigkerosine in het CEPS, met name in twee depots, aangekoppeld aan de pijpleiding, en dit voor een volume van 15.000 kubieke meter.

De Belgian Pipeline Organisation heeft zich kandidaat gesteld voor Apetra's raamovereenkomst voor opslagcapaciteit en heeft een offerte in de context van de raamovereenkomst ingediend. Gelet op de correctheid van de offertes heeft Apetra de aanbiedingen van de BPO aanvaard.

Apetra heeft deze 15.000 kubieke meter sinds de zomer van 2008 onder contract en slaat daar 12.000 ton kerosine op.

De voorraden bij Defensie worden niet in de strategische voorraadplicht van België meegeteld, zoals bepaald in de Apetra-wet volgens de omzetting van de Europese richtlijn. Inderdaad, artikel, 10 punt 8 van de wet van januari 2006 betreffende de aanhouding van een verplichte voorraad aardolie en aardolieproducten bedingt het volgende - ik citeer -: "Kunnen niet tot de verplichte voorraden worden gerekend: de hoeveelheden die door de strijdkrachten worden gehouden als de hoeveelheden die voor deze laatste bij de oliemaatschappijen contractueel zijn gereserveerd". Daarom beschikt de administratie niet over gegevens van de voorraden van onze nationale Defensie.

05.03 Tinne Van der Straeten (Ecolo-Groen!): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord. De richtlijn voor strategische olievoorraden wordt op dit moment herzien. Ik heb van u ook mogen vernemen bij de debriefing van de Europese raad over energie dat het de bedoeling zou zijn om een en ander ter zake te herbekijken en een compromis te bereiken tegen juni, liefst samen met de richtlijn voor security of supply voor gas. Is het niet nuttig om de strategisch militaire voorraden te laten meetellen in de voorraadplicht die globaal gezien moet aangehouden worden. Dat kan het voor ons land misschien gemakkelijker maken om aan onze voorraadplicht te voldoen.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

06 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Klimaat en Energie over "het Gouden Aandeel van België in GDF-SUEZ" (nr. 12092)

06 Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la golden share de la Belgique dans GDF-SUEZ" (n° 12092)

06.01 **Peter Logghe** (Vlaams Belang): Mijnheer de minister, in augustus en november vorig jaar werd u in de commissie voor het Bedrijfsleven door een aantal collega's en mij ondervraagd over het door GDF-SUEZ bij de fusie van de twee maatschappijen – en niet bij de overname van Electrabel zoals verkeerdelijk vermeld – beloofde gouden aandeel. Dat werd eerste beloofd aan de vorige eerste minister, de heer Verhofstadt. Blijkbaar werd het dan nog eens beloofd aan de heer Leterme.

Mijnheer de minister, u had het in uw antwoorden onder andere over een vetorecht dat België zou verwerven inzake beslissingen van strategisch belang voor ons land. Het bleek dat dit vetorecht zelf eigenlijk de hoeksteen was om de fusie als dusdanig aanvaardbaar te maken. In de plenaire zitting van vorige week donderdag was het choquerend te vernemen van de eerste minister dat het gouden aandeel mogelijk niet zou worden gefinaliseerd tussen Frankrijk, België en een vertegenwoordiger van Suez.

Mijnheer de minister, hebt u er enig zicht op wanneer dit gouden aandeel zou worden gefinaliseerd? Wordt het gefinaliseerd? Ik meen mij te herinneren dat in de laatste discussie werd vermeld dat Frankrijk weigerde het gouden aandeel in te schrijven omdat het krachtens de Europese wetgeving niet zou kunnen. U hebt ons toen bevestigd dat dit wel kon en dat de Europese wetgeving zich daar niet tegen verzette. Wij gingen er dus in de commissie allemaal van uit dat dit gouden aandeel gerealiseerd zou worden. Mijnheer de minister, krijgt deze commissie inzage in het uiteindelijke akkoord tussen de Franse minister van Energie, de Belgische minister – u dus – en GDF-SUEZ? Wordt het vetorecht in dit uiteindelijke akkoord behouden? Op welke manier zal het worden geformaliseerd? Als het vetorecht niet behouden kan worden, wat is dan nog de betekenis van de fusie met GDF? Waarom werd de invoering van dit gouden aandeel niet als opschortende voorwaarde in het fusiecontract opgenomen? De belangrijkste vraag is wel hoe de strategische belangen van België in GDF-SUEZ verder gegarandeerd worden.

06.02 Minister **Paul Magnette**: Mijnheer de voorzitter, mijnheer Logghe, ik kan enkel de uitlatingen van de eerste minister bevestigen, namelijk dat er door de nieuwe fusieonderneming geen golden share zal worden toegekend aan België, zoals oorspronkelijk werd vooropgesteld bij de fusie tussen GDF en SUEZ.

Vermits we niet over een golden share in GDF-SUEZ zullen beschikken, werd er tijdens recente onderhandelingen tussen het kabinet van de eerste minister en de vertegenwoordigers van de Franse regering overeengekomen dat er een tripartite overlegmechanisme zal worden ingesteld tussen de Franse en Belgische regering en de onderneming GDF-SUEZ.

De Belgische regering zal niet over een vetorecht beschikken. Tijdens de onderhandelingen werd een ontwerpakte van conventie goedgekeurd teneinde een coördinatiecomité samen te stellen tussen de Franse en Belgische regering en de maatschappij GDF-SUEZ om een uitwisseling van informatie en ideeën mogelijk te maken met betrekking tot de projecten van de maatschappij GDF-SUEZ die België of Frankrijk zouden kunnen aanbelangen omdat ze de continuïteit en de zekerheid van de energievoorziening van een of van beide landen zouden kunnen beïnvloeden.

De leden van dat comité zullen voor elke raad van bestuur van de maatschappij GDF-SUEZ op de hoogte worden gebracht van de agendapunten van die raad van bestuur die de essentiële belangen van Frankrijk of België in verband met de continuïteit en de zekerheid van de energievoorziening zouden kunnen beïnvloeden.

Dit coördinatiecomité zal zo vaak vergaderen als nodig blijkt en ten minste een keer om de drie maanden. Ook de vertegenwoordigers van de Belgische of Franse Staat kunnen een vergadering van dit coördinatiecomité laten bijeenroepen omdat nog voor de raad van bestuur overleg zou kunnen plaatsvinden in verband met deze onderwerpen.

06.03 **Peter Logghe** (Vlaams Belang): Mijnheer de minister, bedankt voor uw antwoord. Dit bevestigt in elk geval het verontrustende nieuws dat de eerste minister ons bracht. Ik formaliseer nog even: geen vetorecht en een soort van tripartite waar de Belgische regering één stem heeft.

Wij als Vlamingen hebben toch vrij negatieve ervaringen met tripartites, waar wij tegenover twee partijen zitten die ons dan keer op keer wegstemmen. Ik heb eigenlijk de grootste schrik omtrent het verdedigen van de belangen van België in deze tripartite. Ik kijk met enige angst uit naar die ontwerptekst, mijnheer de minister. Ik hoop dat u met die ontwerptekst naar deze commissie komt, zodat wij er ook nog eens een oogje op kunnen werpen.

Het ziet er in elk geval niet goed uit. Van alle beloftes die men ons in het verleden heeft gedaan, blijft er eigenlijk niets over.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

07 Question de M. Philippe Henry au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le plan d'action concernant le crédit à la consommation" (n° 12042)

07 Vraag van de heer Philippe Henry aan de minister van Klimaat en Energie over "het actieplan betreffende het consumentenkrediet" (nr. 12042)

07.01 Philippe Henry (Ecolo-Groen!): Monsieur le ministre, le ministre Van Quickenborne a annoncé, à l'occasion de la Journée des consommateurs, un plan en 12 points concernant la protection des consommateurs en matière de pratiques incitant au recours du crédit.

Êtes-vous informé de la mise en place de ce plan?
Y seriez-vous associé en tant que ministre de la Protection des consommateurs?

Une discussion commune est-elle prévue avec le secrétaire d'État à la Pauvreté? Si oui, quel est le calendrier pour la mise en œuvre du groupe de travail?

Quelle serait la répartition des rôles pour chacun des ministres?

07.02 Paul Magnette, ministre: Cher collègue, je n'ai pas été informé de la mise en place de ce "plan", mais plus rien ne m'étonne! Si le ministre de l'Économie confirme son intention de mettre en place un tel plan, j'y serais associé en qualité de ministre de la Protection des consommateurs.

Suite à la "Journée sans crédit" fin novembre 2008, le secrétaire d'État de l'Élysée avait présenté dix mesures contre le surendettement autrement plus ambitieuses que ce qui nous est annoncé par le ministre de l'Économie. C'est la raison pour laquelle il a souhaité réagir. Je m'étonne de l'attitude du ministre de l'Économie qui s'oppose fermement à toute avancée en la matière pour ensuite présenter un certain nombre de propositions qu'il condamnait quelques jours auparavant.

Certaines de ces propositions consistent à transposer en droit belge la directive européenne sur les contrats de crédit. C'est le cas de la prolongation des délais de réflexion du preneur de crédit devant passer de 7 à 14 jours, ou lorsqu'il s'agit d'imposer un avertissement dans les publicités. C'est de la simple transposition.

D'autres propositions du ministre de l'Économie rencontrent des préoccupations déjà exprimées et faisant l'objet de travaux parlementaires, notamment sur la base de propositions déposées à la Chambre. Je pense à celle de votre collègue Karine Lalieux. Il en va ainsi de l'amélioration de l'actuelle interdiction de la publicité pour le regroupement de crédits.

D'autres propositions sont déjà décidées comme la limitation des frais réclamés par les huissiers dans le cadre du recouvrement amiable des dettes.

Cependant, je me réjouis de cette évolution ouvrant des perspectives pour un travail politique accru sur l'importante question du crédit aux particuliers.

Le moment est venu d'améliorer l'encadrement législatif de la publicité pour les crédits et les sanctions en cas de manquements et d'imposer des conditions plus strictes à l'octroi de crédits, de conscientiser davantage l'ensemble des prêteurs au travers de formations obligatoires ou d'une contribution généralisée au fonds de traitement du surendettement.

Je suis très attaché à l'adoption des mesures liées aux délais de zéro tage: un procédé consistant à obliger le consommateur à renflouer périodiquement la réserve d'argent qui lui est accordé, du moins tant qu'il en est capable. C'est particulièrement important si on veut limiter la spirale du surendettement. Le principe du délai de zéro tage a été inscrit dans la loi du 24 mars 2003 mais n'a jamais été mis en application.

De la même façon, je souhaite que des progrès soient enregistrés dans la perspective d'une extension des mesures de protection et d'information des consommateurs de crédit à la consommation au crédit hypothécaire.

Pour répondre à votre question sur la répartition des compétences, la difficulté en cette matière réside dans le fait que les mesures concernant la loi relative au règlement collectif de dettes ne concernent pas uniquement le ministre auquel vous avez fait référence dans votre question, mais aussi le ministre de l'Économie et moi-même, les ministres de la Justice et des Finances.

07.03 Philippe Henry (Ecolo-Groen!): Monsieur le président, je remercie le ministre pour sa réponse très complète.

Monsieur le ministre, vous avez évoqué beaucoup de sujets importants.

Cela dit, la difficulté de coordination au sein du gouvernement avec des effets d'annonce successifs constitue un fameux problème. En effet, la question du crédit, comme vous l'avez dit, constitue un problème sérieux. Durant ces temps de crise, on ne peut pas négliger ledit problème.

J'ai pris acte de vos réponses. Aujourd'hui, ce qui m'intéresse, c'est d'avoir une réponse réelle au niveau du gouvernement: une coordination et un plan d'action qui aboutissent à des mesures efficaces. J'espère donc que le gouvernement pourra nous donner une réponse coordonnée dans les prochaines semaines.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

08 Vraag van mevrouw Dalila Douifi aan de staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de eerste minister over "de windmolenparken op de Noordzee" (nr. 12072)

08 Question de Mme Dalila Douifi au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur "les parcs d'éoliennes en mer du Nord" (n° 12072)

08.01 Dalila Douifi (sp.a): Mijnheer de voorzitter, bedankt dat u mij meteen aan bod laat komen.

De **voorzitter**: Ik respecteer gewoon de volgorde van de vragen op de agenda.

08.02 Dalila Douifi (sp.a): Dan kom ik net op tijd binnen. Die timing lukt lang niet altijd.

Mijnheer de minister, ik wil u een aantal vragen stellen waarvan het mogelijk is dat ze u in het verleden al eens gesteld zijn geweest.

Wij zijn in onze provincie West-Vlaanderen nog enkele zaken aan het ondersteunen inzake de windmolens in de Noordzee, een dossier dat ik indertijd op het kabinet van Vande Lanotte nog van dichtbij heb meegemaakt. We hebben toen met sp.a, in alle onbescheidenheid, in de regering de eerste minister van de Noordzee geïnstalleerd. Wij hebben daar toen als partij niet zomaar op aangedrongen. Wij dachten immers dat er heel wat te doen was inzake natuurbehoud, maar ook inzake de mogelijkheden om de verdere ontwikkeling van duurzame en propere energie te stimuleren, afgezien van elk ander discours of elk ander debat over de verdere evolutie van de energiemarkt.

In elk geval vinden wij – ik ben ervan overtuigd dat u het daarmee eens bent – dat de realisatie van de windmolenparken op de Noordzee een cruciaal onderdeel zijn voor heel het land, en in de toekomst misschien zelfs voor heel Europa als continent op de aardbol, maar natuurlijk voor België in eerste instantie om meer energieonafhankelijk te zijn en om de uitbouw van een duurzaam energiebeleid verder te stimuleren.

In 2002, in april 2002 om precies te zijn, lanceerde toenmalig vicepremier Johan Vande Lanotte het voorstel om op de Thorntonbank op de Noordzee een windmolenpark uit te bouwen. Voor de lancering van het idee van de Thorntonbank werden er al twee andere projecten gelanceerd, met name de Wenduinebank en Vlake van de Raan. In die tijd, hoewel dat niet zo lang geleden is, botsten wij op heel veel verzet, niet alleen van de kustgemeenten, maar ook van de vissers, van de mensen, van het toeristisch milieu in het algemeen. Ook bij mensen uit milieubewegingen en natuurbewegingen waren er heel wat kritische opmerkingen en vragen ten opzichte van de plaatsing van windmolenparken in de Noordzee.

De heer Vande Lanotte, die zich toen al in deze dossiers had vastgebeten, waarschuwde voor de niet geringe mogelijkheid dat de Raad van State de vergunning voor het windmolenpark te Knokke zou schorsen. Inderdaad, een paar maanden nadat hij deze waarschuwing publiek had gemaakt, was de schorsing een feit.

Daarop heeft de heer Vande Lanotte de Thorntonbank als project gelanceerd. Ook daarop was er heel wat kritiek, maar ook heel wat steun. Zeven jaar later staan de eerste zes windmolens op de Thorntonbank in de Noordzee, en er komen er nog bij. Twee daarvan zijn reeds operationeel.

De **voorzitter**: U verwoordt het bijna romantisch, mevrouw.

08.03 Dalila Douifi (sp.a): Mijnheer de voorzitter, we zijn er met de commissie op bezoek geweest dus u kunt het zich levendig voorstellen. Iedereen was toen fel onder de indruk, dus vergeef mij als ik romantisch overkom.

Twee andere concessieaanvragen voor de Thorntonbank zijn in de eindfase aanbeland, en ook voor de andere zones van het Belgische Noordzeedeel zijn meerdere concessies aangevraagd.

Los van de politieke standpunten, van partij tot partij, over duurzame energie ten opzichte van de klassieke energiebron, ben ik van oordeel dat iedereen ondertussen wel weet dat het toekomstige, duurzame en propere, energiebeleid, op windenergie steunt. Onze Noordzee is daarin een heel belangrijk instrument.

Hoeveel domeinconcessies voor de bouw van windmolens op ons Belgische deel van de Noordzee zijn er ingediend, en voor welke zones?

Ten tweede, op basis van welke criteria zult u de concessieaanvragen beoordelen, gelet op het feit dat sommige aanvragen in concurrentie is met elkaar?

Ten derde, welke initiatieven heeft de federale regering tot hertoe reeds genomen om te zorgen voor een gemeenschappelijk kabelnetwerk om de verschillende projecten met elkaar te verbinden en de kostprijs van de aansluiting met het vasteland te verlagen?

Ten vierde, welk engagement neemt de regering voor de realisatie van het netwerk?

Ten vijfde en ten laatste, wat is uw standpunt inzake het voorstel een Noordzeering – één grote kabelring, zeg maar – te leggen tussen de Noordzeewindmolenparken en zo een cruciale bijdrage te leveren om Europa energieonafhankelijk te maken?

08.04 Minister Paul Magnette: Mevrouw Douifi, meer dan tien dossiers worden thans onderzocht door de CREG, en dat voor de totaliteit van onze afgebakende toegekende zone. Het gaat om 7 verschillende deelzones waarvan 4 nog vrij zijn. Dat gebeurt op basis van het koninklijk besluit van 7 mei 2004. De CREG moet de dossiers met alle vereiste confidentialiteit behandelen.

De verschillende aanvragen voor domeinconcessies in de Noordzee zijn nog in behandeling; Zij worden onderzocht door de CREG. De verschillende projecten worden met elkaar vergeleken en het advies van onder meer de algemene directie Energie wordt ingewonnen. Enkel de beste projecten krijgen een concessie op openbaar domein. Zoals voorgeschreven door het koninklijk besluit van december 2000 ter zake zijn dat de projecten die de beste garanties bieden op industrieel, technologisch, commercieel en financieel gebied.

Een van de besluiten van de Lente van het Leefmilieu inzake de ontwikkeling van offshorewindenergie was namelijk de studie over de eventuele installatie van een platform voor transformatie en een

gemeenschappelijke aansluiting op zee, een soort uitbreiding van het net op zee, enerzijds om de toekomstige windmolenparken gemakkelijker te kunnen aansluiten op de huidige zone van ons continentaal plat en anderzijds, om in de toekomst de aansluiting mogelijk te maken met het elektrisch net in de Noordzee.

Door de uitbreiding van het platform Belgian North Sea Wind Energy met de transportnetbeheerder Elia en de federale regulator CREG is het onder meer de bedoeling om die mogelijkheid te onderzoeken en die op basis van een kosten-efficiëntiestudie in te passen in het volgend netontwikkelingsplan van de transportnetbeheerder. Aan het platform neemt ook de staatssecretaris van Mobiliteit deel, aan wie u tevens de vragen met betrekking tot het Noordzeebeleid hebt gericht.

In het huidige stadium is er nog geen enkele beslissing genomen met betrekking tot de installatie van een dergelijk transformatieplatform op zee. Momenteel bestaat er alleen een tegemoetkoming in een derde van de kostprijs van de aansluitingskabels, met een maximum van 25 miljoen euro per aansluiting.

De andere voorstellen en initiatieven met betrekking tot het netwerk worden enerzijds besproken in het platform met de domeinconcessiehouders, dat dus zal worden uitgebreid met de transportnetbeheerder en de federale regulator, en anderzijds in het kader van het Pentaforum, waarvan ik als minister van Energie momenteel de leiding heb, om samen met de Europese coördinator, de heer Adamovitch, tot een geïntegreerde aanpak te komen van de verschillende Europese projecten en plannen voor windmolenparken op zee en de interconnecties ervan.

Mijns inziens kan het voorstel van de Noordzeering perfect passen binnen de voormelde werkzaamheden van het Pentaforum en de Europese plannen met betrekking tot een zogenaamde supergrid. Dergelijke voorstellen verdienen dan ook om bestudeerd te worden met het oog op een globale offshorestrategie in de Noordzee.

08.05 Dalila Douifi (sp.a): Mijnheer de minister, ik dank u voor het antwoord. Ik ken natuurlijk daarover uw mening. Ik volg dat op. Ik lees daarover geregeld dingen. Het is niet omdat wij niet elke week vragen stellen over windenergie en duurzame energie dat wij niet zouden opvolgen wat er in deze regering daaromtrent gebeurt of niet gebeurt.

Ik wel eens onderstrepen, mijnheer de voorzitter, collega's, dat men een aantal jaren geleden, in de vorige legislatuur, een nieuwe bevoegdheid in het leven geroepen heeft. Het was een beetje een symbool om een West-Vlaming, destijds Vande Lanotte, minister van de Noordzee te maken, maar dat was wel de start van een visie over wat wij met de Noordzee konden doen, niet alleen inzake de bescherming van de natuur, natuurbehoud en het mariene wezen. Wij hebben ter zake heel veel gedaan in de vorige legislatuur. Bovendien was het een heel belangrijke visuele stap. Wij zijn daar geweest. Men kon toen visualiseren wat daar in de verre toekomst aan duurzame energie gegenereerd kan worden.

Ik ben heel vaak teleurgesteld, net als mijn partij en vele anderen. Wij hebben vandaag ook een minister van de Noordzee. Wanneer men ziet dat de vragen in dezen door de minister van Energie beantwoord worden, dan ben ik daarom persoonlijk heel blij. Ik heb liever dat het in handen is van een minister van Energie dan in die van de minister van de Noordzee, die niemand kent.

De **voorzitter**: (...)

08.06 Dalila Douifi (sp.a): De minister van de Noordzee is de heer Etienne Schoupe, mijnheer de voorzitter.

De **voorzitter**: Dat was mij ook niet bekend.

08.07 Dalila Douifi (sp.a): Het kan symbolisch zijn, maar ik vrees dat het meer dan dat is. Wij hebben de bevoegdheid in de vorige legislatuur in het leven geroepen, om effectief iets mee te doen, niet het minst inzake natuurbehoud, de visserij, afgebakende gebieden enzovoort. De Noordzee is echt een rijkdom. Er zijn mogelijkheden voor ons land, en in een breder kader voor Europa, wat het dossier van de propere energie betreft, maar het is echt aan het stilvallen.

Ik ben dus blij met uw antwoord over het idee dat gelanceerd werd door Kathleen Van Brempt, namelijk het

idee van de Noordzeering. Het zou goed zijn voor ons land onder andere in het kader van het Europees beleid om via het idee van de Noordzeering Europa en ons land in het bijzonder, verder energieonafhankelijker te maken. Dat zijn troeven. Het is innovatief. Investeren in duurzame energie betekent ook mensen tewerkstellen in die sector. Ik hoop dat deze regering, en u in het bijzonder, het voorstel verder zal ondersteunen. In die zin was het geen teleurstellend antwoord, maar ik zal nog de gelegenheid krijgen om in de commissie voor de Volksgezondheid een andere vraag te stellen aan de minister van de Noordzee, de heer Schouppe.

Het valt toch wel op dat het even googelen was om precies te weten wie de bevoegdheid over de Noordzee in deze had. Sinds de installatie van de regering is wat dat betreft nog heel weinig gebeurd. Dat is teleurstellend en jammer omdat wij in de plaats van een status-quo een achteruitgang in deze bevoegdheid opmerken.

De **voorzitter**: Het is niet aan mij om suggesties te doen, maar u zou hem misschien eens kunnen interpellieren over het resultaat van zijn beleid.

08.08 Dalila Douifi (sp.a): (...) website van FGOV terug te vinden.

De **voorzitter**: Alleen dat al is een reden om eens te reageren.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

09 Question de M. Philippe Henry au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la publication des informations relatives à l'inventaire du passif nucléaire établi par l'ONDRAF" (n° 12113)

09 Vraag van de heer Philippe Henry aan de minister van Klimaat en Energie over "de bekendmaking van de informatie met betrekking tot de door NIRAS opgestelde inventaris van het nucleair passief" (nr. 12113)

09.01 Philippe Henry (Ecolo-Groen!): Monsieur le ministre, comme vous le savez sans doute, la Commission fédérale de recours pour l'accès à l'information environnementale a remis une décision 2009/2 dans laquelle il apparaît que les informations relatives au deuxième inventaire du passif nucléaire doivent être, pour une part en tout cas, rendues publiques.

S'il est admis que certaines informations peuvent rester confidentielles, comme la localisation exacte des sites et la forme dans laquelle les matériaux contaminés se trouvent, d'autres informations doivent, au contraire, être accessibles. Ainsi en est-il des informations économiques et des données chiffrées, de la méthode, de l'inventaire lui-même et du cédérom.

La Commission a établi que cette décision devait être mise à exécution dans les quarante jours calendrier et que, si ce n'était pas le cas, elle le ferait elle-même.

Monsieur le ministre, êtes-vous également d'avis que cet inventaire doit être public? Comment et selon quel calendrier cette décision sera-t-elle mise en œuvre? Un appel de la décision est-il envisagé? Quelle est la position du conseil d'administration de l'ONDRAF? Quelle position défendra ou a défendue le commissaire du gouvernement dans ce conseil d'administration? Un éventuel appel est-il suspensif de la décision?

09.02 Paul Magnette, ministre: Monsieur le président, cher collègue, j'ai pris connaissance de la décision de la Commission fédérale de recours pour l'accès à l'information environnementale du 18 mars dernier concernant le recours de Mme Van der Straeten contre le refus de l'ONDRAF de rendre public le deuxième inventaire du passif nucléaire.

Pour ce qui me concerne, l'avis de la Commission peut être suivi. En outre, je note que l'ONDRAF reste préoccupé par le potentiel d'utilisation nuisible de ce rapport et par l'impact que sa publication pourrait avoir sur la qualité du troisième inventaire. L'ONDRAF analyse actuellement la décision de la Commission. Il dispose d'un délai de 60 jours pour le contester auprès du Conseil d'État.

Si ce point est soumis au conseil d'administration de l'ONDRAF, le 3 avril prochain, les deux commissaires du gouvernement assisteront aux discussions et veilleront à ce que l'intérêt général soit préservé et à la

nécessaire transparence du secteur en veillant à ce que les craintes formulées par l'ONDRAF soient bien fondées et à ce qu'aucun argument trop léger ne soit pris comme prétexte pour empêcher l'accès du public à l'information environnementale.

09.03 Philippe Henry (Ecolo-Groen!): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse qui est plus courte que la question!

Je comprends tout à fait que la décision doive être analysée plus en détail et qu'un délai soit prévu pour ce faire. Néanmoins, il me semble important que la transparence soit une préoccupation majeure. On entend souvent dire que l'on est en faveur de la transparence, mais que cela présente souvent des risques. C'est ainsi que, finalement, l'information n'est pas donnée parce que cela n'arrange pas tout le monde. Selon moi, il est pourtant important de veiller à la transparence, même si d'autres paramètres doivent parfois être pris en compte.

Au moment où se déroule une campagne – campagne que vous avez d'ailleurs dénoncée – en vue de la défense et de la prolongation de l'énergie nucléaire qui tient peu compte de l'intérêt général et de l'ouverture du débat, l'accès à l'information constitue une donnée importante. Nous resterons donc attentifs à la question et attendons la décision de l'ONDRAF.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

10 Question de M. Philippe Henry au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le Fonds de Réduction du Coût global de l'Énergie (FRCE)" (n° 12121)

10 Vraag van de heer Philippe Henry aan de minister van Klimaat en Energie over "het Fonds ter Reductie van de Globale Energiekost (FRGE)" (nr. 12121)

10.01 Philippe Henry (Ecolo-Groen!): Monsieur le ministre, nous avons déjà eu l'occasion de parler à différentes reprises du Fonds de réduction du coût global de l'énergie (FRCE), notamment pour mettre en évidence les obstacles à une concrétisation de ces aides nécessaires pour les ménages. Certains d'entre eux ont, depuis lors, été levés. Je pense en particulier au critère du nombre d'habitants exigé par entité.

Il subsiste toutefois toujours un problème de ressources humaines dans le traitement des dossiers par les CPAS. Au-delà de cette question, plusieurs entités géographiques n'ont pas accès à ce système, notamment en raison des difficultés à trouver un accord entre les gouvernements wallon et fédéral.

Différentes initiatives ont été prises pour aboutir à une solution, notamment du point de vue intercommunal. C'est le cas du Bureau économique de la province de Namur. Selon le système qu'il a élaboré, le FRCE accorderait une avance au Bureau économique agissant en qualité d'entité locale qui la répercute à la Société wallonne de crédit social; la Région wallonne, elle, intervient dans le différentiel de 2% permettant des prêts à taux zéro.

Le FRCE a répondu que le fonctionnement proposé s'écartait de celui prévu dans le contrat de gestion conclu entre l'État fédéral et le FRCE. Ce projet ne pouvait donc être mis en œuvre. Le bureau économique a ensuite tenté en vain de réunir votre cabinet, celui du ministre wallon Antoine et le FRCE. Aucune solution n'a donc été trouvée à ce stade.

Monsieur le ministre, une suite sera-t-elle donnée à cette invitation du Bureau économique de la province de Namur? Comment expliquez-vous qu'à l'heure actuelle une rencontre entre les niveaux de pouvoir n'ait toujours pas eu lieu, hormis pour les grandes villes? Avez-vous identifié le nombre de communes ayant introduit une demande au FRCE qui ne peut être satisfaite au vu de son nombre d'habitants?

10.02 Paul Magnette, ministre: Monsieur le président, monsieur Henry, le FRCE est en fait opérationnel depuis mars 2007, après une période de souscription d'obligations pour constituer les moyens d'investissements du Fonds.

Aujourd'hui, cinq contrats ont été signés entre le FRCE et une entité locale. À mon arrivée, il n'en existait qu'un avec la ville d'Ostende; les quatre autres ont été signés entre-temps suite à des contacts nombreux pris pour les stimuler avec les villes d'Anvers, de Gand et de Charleroi, ainsi qu'avec un ensemble de huit

communes de la région de Malines.

Le seuil de 50.000 habitants était en effet l'une des conditions préalables à la mise sur pied d'une entité locale, la faculté étant laissée par ailleurs à plusieurs communes de collaborer en désignant une entité couvrant leur territoire afin d'atteindre le seuil minimal demandé.

Le conseil d'administration du Fonds a estimé qu'il était indiqué d'optimiser l'accès du Fonds en permettant un accès direct pour les communes ou groupements de communes de 25.000 habitants. Cette mesure, effective depuis juillet 2008, contribue bien à la mise en place de nouvelles entités puisque, notamment, une collaboration avec la ville de Soignies (25.000 habitants) est en voie de finalisation. Plusieurs autres villes et communes dont le chiffre de population est similaire ont également manifesté un intérêt très concret pour un partenariat et sont en cours de montage de dossier; par exemple, la ville d'Ath et la ville d'Ottignies-Louvain-la-Neuve.

Plusieurs communes dont le chiffre de population est inférieur à 25.000 habitants sont en train de développer des partenariats intercommunaux, via la création d'une ASBL ou d'une association, afin de constituer une telle entité locale. D'autres communes, comme Mons et Anderlecht, sont également bien avancées dans le projet de création d'une entité locale.

Pour ce qui concerne le cas plus particulier du Bureau économique de la province (BEP) de Namur, qui souhaitait se faire désigner comme entité locale, il faut rappeler que, sur base du fonctionnement actuel du FRCE, une entité locale doit être proposée conjointement par la commune et le CPAS. À ce jour, aucune commune, aucune ville de la province de Namur n'a présenté officiellement la candidature du BEP comme entité locale. La désignation d'une intercommunale telle que le BEP peut être envisagée et c'est d'ailleurs sur ce modèle que fonctionne l'entité locale de la région de Malines. C'est donc par défaut de candidature que rien ne se fait et non par la présence d'un quelconque problème de concordance des règles.

En ce qui concerne les CPAS, il faut rappeler aussi que la désignation d'un CPAS comme entité locale relève du principe de l'autonomie communale, qu'on ne peut ni forcer ni empêcher, et constitue donc une voie parmi d'autres, qui semble efficace dans des cas déjà en cours de fonctionnement ou en état de l'être.

La coordination des mesures entre le FRCE et les Régions en matière d'investissements pour les économies d'énergie en faveur des particuliers fait l'objet d'intenses négociations non seulement au sein du gouvernement fédéral, mais aussi entre le gouvernement fédéral et les Régions.

À ma demande, le conseil d'administration du fonds a proposé de nouvelles modifications du contrat de gestion pour permettre cette mise en œuvre coordonnée avec les mécanismes régionaux, et notamment des nouvelles règles de représentation des Régions à l'intérieur même du fonds

Je souhaite finaliser ces concertations avec les Régions d'ici le comité de concertation du 6 mai 2009 pour que l'augmentation du capital d'investissement à 250 millions d'euros, qui a été décidée dans le cadre du plan de relance, puisse servir de véritable levier à l'économie d'énergie dans chacune des Régions et appuyer et soutenir les initiatives prises par les Régions qui sont principalement compétentes dans ce domaine.

10.03 Philippe Henry (Ecolo-Groen!): Monsieur le président, je remercie le ministre pour ses réponses.

Cinq contrats signés et à raison de deux par an; dans ces conditions, il faudra encore plusieurs siècles pour arriver à couvrir l'ensemble du territoire. J'espère donc qu'une croissance exponentielle pourra avoir lieu.

J'entends bien qu'un certain nombre de discussions sont en cours. J'espère que, petit à petit, les différents problèmes seront identifiés et que l'on pourra y apporter des solutions.

Je sais que vous n'êtes en fonction que depuis deux ans, mais, en attendant, cela fait quelques années que l'on parle de ces difficultés. Or, l'un des enjeux cruciaux est d'arriver à ce que les ménages puissent financer les réductions d'énergie ou le passage aux énergies renouvelables. En la matière, il importera d'avoir des résultats effectifs en termes d'investissement. Or, pour l'heure, ils restent très insuffisants.

En ce qui concerne la situation de Namur, si je vous ai bien compris, le montage proposé tient la route, mais la demande doit être faite par les communes alors que c'est le bureau de la province qui a fait la demande.

10.04 Paul Magnette, ministre: L'intercommunale ne peut pas se substituer aux communes qu'elle représente pour introduire la demande. Mais en revanche, elle peut être reconnue comme étant l'entité locale, comme cela a été le cas à Malines. Mais les communes composant le BEP doivent être demandeuses, notamment parce qu'elles doivent offrir un certain nombre de garanties en termes de non-remboursement. Il est donc normal que leur accord soit sollicité. L'intercommunale qui n'est que l'opérateur ne peut décider à la place des communes qu'elle représente.

10.05 Philippe Henry (Ecolo-Groen!): Apparemment, ce n'est pas le montage proposé qui pose problème. Je suis donc quelque peu surpris que les contacts ne débouchent pas sur une concrétisation. Mais je vous remercie de votre réponse et j'espère que, sur base de cette dernière, on pourra passer à l'étape suivante. Comme il existe une volonté et un montage, je suppose que les choses devraient pouvoir se concrétiser.

Enfin, j'espère que les autres problèmes évoqués pourront rapidement être résolus et ainsi les solutions se concrétiser.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

11 Vraag van de heer Bart Laeremans aan de minister van Klimaat en Energie over "de hoge prijzen voor gas en elektriciteit in ons land" (nr. 12109)

11 Question de M. Bart Laeremans au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les prix élevés du gaz et de l'électricité dans notre pays" (n° 12109)

11.01 Bart Laeremans (Vlaams Belang): Mijnheer de minister, ik baseer mij op een artikel uit De Tijd van 21 maart 2009.

Uit het recente rapport van de Europese Commissie blijkt volgens voornoemd artikel dat in ons land, na Ierland en Cyprus, de duurste prijzen van Europa voor gas en elektriciteit worden betaald. Dat is onder meer en in belangrijke mate het gevolg van het feit dat de liberalisering bij ons, in tegenstelling tot in andere landen, nog altijd niet echt vlot.

Ik heb het rapport gezocht, maar nog niet gevonden. Het blijkt ergens op het internet te circuleren. Het is echter niet evident om het rapport te vinden.

Uit het krantenartikel kon in elk geval worden vernomen dat onze dure prijzen vooral te maken hebben met de dominante positie van een te klein aantal producenten en operatoren.

Uw medewerker heeft u misschien wel verteld dat wij het vanmorgen in de commissie nog over de deregulering, de ontbundeling en dergelijke hebben gehad.

Mijnheer de minister, een van de opmerkelijke conclusies van het rapport is trouwens ook dat de Europese Commissie zich tegen gereguleerde prijzen kant, omdat zij de structurele veranderingen die nodig zijn, verhinderen.

Mijn vragen zijn heel duidelijk.

Ten eerste, kunt u voornoemd rapport ter beschikking stellen? Hebt u het rapport bij u? Kunt u het aan de commissie bezorgen?

Ten tweede, wat zijn de oorzaken van de grote verschillen? Deelt u de analyses van het rapport?

Ten derde, hoe reageert u in uw hoedanigheid van minister op het rapport? Op welke wijze wil u de prijzen drukken en de liberalisering versnellen?

Ten vierde, mijnheer de minister, ik heb deze vraag niet schriftelijk gesteld. Ik heb u echter sinds begin 2009 al verschillende keren vragen gesteld over het doorrekenen van de olieprijsverlaging aan de consument. U hebt telkens opnieuw geantwoord dat de regering ermee bezig was en de zaak aan het onderzoeken was. De gegevens moesten echter nog binnenkomen. Een en ander heeft ook met prijzen van elektriciteit te

maken. Kunt u ons in dat verband al bijkomend nieuws vertellen?

11.02 Minister **Paul Magnette**: Mijnheer Laeremans, ik heb inderdaad kennis genomen van het verslag van de Europese Commissie over de stand van vooruitgang inzake de oprichting van een eenheidsmarkt voor gas en elektriciteit. Het gaat om een mededeling aan de Raad en aan het Europees Parlement, dat beschikbaar is op de website van de Europese Commissie.

Het verslag vermeldt dat de onderlinge verschillen tussen landen door diverse factoren kunnen worden verklaard, zoals de manier van produceren, de beschikbaarheid van productie en de concurrentie op de markt, maar het valt inderdaad op dat de landen met de laagste elektriciteits- en gasstarieven allemaal een prijsregulering kennen.

Het is u waarschijnlijk niet ontgaan dat ik in het recente verleden ook al voorstander was van een prijsregulering van de markt. Het is ook juist dat ik daarom de bevoegdheden van de CREG heb versterkt om een monitoring te kunnen uitvoeren op de niet-gereguleerde activiteiten van de elektriciteits- en gasmarkt.

Deze analyse stemt ook overeen met de recente conclusies van de CREG in haar studie over de falende prijsvorming in de vrijgemaakte Belgische elektriciteitsmarkt en de elementen die aan de oorsprong ervan liggen.

Ik heb dan ook aan de CREG gevraagd om aan de regering structurele voorstellen te doen om, in afwachting van concurrentie op het vlak van productie, de consumenten daadwerkelijk te laten genieten van de liberalisering.

11.03 **Bart Laeremans** (Vlaams Belang): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord.

Ik heb het rapport zelf niet gelezen maar dit lijkt toch tegenstrijdig met wat ik hierover in de kranten heb gelezen. Daar zegt men uitdrukkelijk dat de Europese Commissie zich keert tegen gereguleerde prijzen. U maakt een heel andere conclusie. U zegt dat het de landen met prijsregulering zijn die de laagste prijzen hebben. Ik zal mij verder moeten infomeren. Ik zal het rapport grondig analyseren.

11.04 **Paul Magnette**, ministre: Je suis responsable de beaucoup de choses mais pas des contradictions de la Commission. Si elle fait une étude disant que les prix les plus bas sont dans les pays où il y a de la régulation mais qu'elle n'en veut pas, cela veut dire que la Commission est favorable à des prix plus élevés. Mais moi pas!

11.05 **Bart Laeremans** (Vlaams Belang): Dat is vreemd in elk geval.

Mijnheer de minister, ik had u ook gevraagd waar we staan in verband met de liberalisering, welke initiatieven u op basis van dit rapport zult nemen om de liberalisering te versnellen, de ontbundeling en dergelijke. Is er op dat vlak een evolutie in uw beleid ten gevolge van dit rapport?

11.06 **Paul Magnette**, ministre: Tout ce qui avait été convenu a été ou est sur le point d'être réalisé. Le "ontbundeling" avec le GRT est complètement réalisé. Nous finalisons un projet de loi pour faire passer GDF-SUEZ en dessous de la barre des 25% dans Fluxys. Cependant, c'est dans un accord "term sheet" entre Publigaz et GDF que l'exécution aura lieu. De plus, il sera renforcé légalement.

Par ailleurs, Electrabel a annoncé une cession à E.ON, un switch d'actifs avec E.ON dans les prochains mois afin de réduire sa part à 62%. On peut dire que le marché a été très largement déconcentré par rapport à la situation dans laquelle on se trouvait encore avant la fusion, en juin dernier. Je ne pense pas que les progrès viendront de là. On constate que la libéralisation étant effective dans un grand nombre de pays, les prix y augmentent. L'équation que nous avons faite entre libéralisation et baisse des prix est mal fondée. Si on veut contrôler les prix, il faut autre chose que de la libéralisation.

11.07 **Bart Laeremans** (Vlaams Belang): Mijnheer de minister, we zullen dat verder opvolgen. Dit debat is duidelijk nog niet afgelopen.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.34 uur.
La réunion publique de commission est levée à 15.34 heures.*